

du trois octobre 1865, mettant hors la loi les brigands et les voleurs qui entouraient Juarez, fut promulgué, à la satisfaction de tout le monde, qui voyait dans cette mesure sévère le seul remède aux atrocités que commettait l'ennemi.

D'ailleurs, les temps ne pouvaient être mieux choisis pour la publication de cet édit. L'époque légale de la présidence de Juarez venait d'échoir, et la nouvelle s'accréditait à Mexico, que le chef dissident se préparait à quitter le territoire de l'Empire. La proclamation suivante, dans laquelle la situation était parfaitement définie, précédait le décret :

Mexico, 2 octobre 1865.

Mexicains,

La cause qu'a soutenue avec tant de courage et de constance, don Benito Juarez, avait déjà succombé, non-seulement devant la volonté nationale, mais aussi devant la loi même que ce chef invoquait à l'appui de ses titres. Cette cause avait dégénéré en guerre de bandes. Aujourd'hui cette guerre même est abandonnée par le fait que son chef est sorti du territoire de la patrie.

Le gouvernement national a été longtemps indulgent ; il a prodigué sa clémence, pour laisser aux égarés, à ceux qui ne connaissent pas les faits, la possibilité de s'unir à la majorité de la nation et de rentrer dans le chemin du devoir. Il a atteint son but : les honnêtes gens se sont groupés sous sa bannière et ont accepté les principes justes et libéraux qui guident sa politique. Le désordre n'est maintenu que par quelques chefs égarés par des passions qui n'ont rien de patriotique, et, avec eux, par des hommes démoralisés qui ne sont pas à la hauteur des principes politiques, ainsi que par la soldatesque sans frein, qui reste toujours comme dernier et triste vestige des guerres civiles.

Désormais, la lutte ne sera plus qu'entre les hommes honorables de la nation et les bandes de criminels et d'aventuriers. L'indulgence cesse dès aujourd'hui, car elle ne profiterait qu'au despotisme des bandes, à ceux qui incendient les villages, à ceux qui volent et qui assassinent des citoyens pacifiques, de malheureux vieillards et des femmes sans défense.

Le gouvernement, fort dans sa puissance, sera désormais inflexible pour le châtiment, ainsi que le réclament les droits de la civilisation, ceux de l'humanité et les exigences de la morale.

MAXIMILIEN.